



CHADENAT
Librairie
Quai des Grands Augustins

A13a



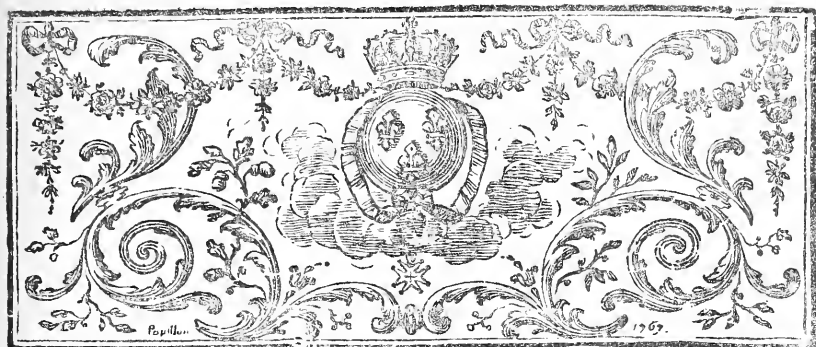
John Carter Brown
Library
Brown University





11/01/1757





É D I T

*De réunion des deux Conseils Supérieurs de la Colonie ;
pour n'en former qu'un seul sous le titre de Conseil
Superieur de Saint-Domingue.*

EXTRAIT des Registres du Conseil - Supérieur de Saint-Domingue.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présents & à venir :
SALUT. Le soin de proportionner aux besoins des justiciables le nombre des Tribunaux, en évitant toutefois que leur multiplicité ne produise dans les jugemens une variété dangereuse, a toujours fixé d'une manière particulière l'attention des Rois nos prédécesseurs. Ils ont principalement voulu que tout concourut à assurer dans l'application des Loix, l'unité qui règne dans leurs dispositions, & d'après ce plan, ils ont constamment réprouvé cette diversité de jurisprudence qui, sur-tout, dans un pays régi par les mêmes

Loix, est une source intarissable de contestations qui font en même-temps le triomphe de la mauvaise foi & la honte de la Justice. Ce fut dans cet esprit que LOUIS XIV créa, en mil six cent quatre-vingt-cinq, un seul Conseil-Souverain dans notre Isle de Saint-Domingue, qui fut long-temps chargé de l'Aministration de la Justice en dernier ressort, & de conserver, sans altération, le dépôt sacré des Loix par une jurisprudence uniforme, qui est le résultat nécessaire d'un attachement fidelle aux mêmes principes. Si dans cette Isle nouvellement cultivée, la difficulté des communications a dû porter, pour l'intérêt des Habitans, alors trop éloignés les uns des autres, à créer un second Conseil, dont l'existence ne devait pas durer plus long-temps que la cause momentanée qui lui avait donné naissance; aujourd'hui que des chemins commodes & sûrs font communiquer entr'elles toutes les parties de la Colonie, & procurent à tous ses Habitans un accès libre vers le centre, nous avons jugé que le moment était venu de rétablir le régime primitivement adopté, régime qu'il est encore plus essentiel de maintenir dans une Colonie éloignée de nous, que dans les provinces placées à portée de nos regards. Pour parvenir à ce but important, nous nous sommes déterminés à réunir en un seul, les deux Conseils Supérieurs actuellement existans à Saint-Domingue, en attribuant en même-temps à toutes les Sénéchaussées & Amirautés de ladite Isle une compétence pour juger en dernier ressort jusqu'à concurrence de six mille livres tournois, afin d'éviter au Cultivateur & au Négociant des déplacemens

W. 14. 2046

§

& des délais onéreux. Nous avons jugé que dans une Colonie où la population Blanche est peu considérable, une seule Cour Souveraine suffira pour la prompte expédition des affaires, & que les Magistrats qui la composeront, justement animés de l'amour de leurs devoirs, s'y livreront avec cette application soutenue, & cette vigilance continuelle qui honorent tout à la fois & la Justice & ses Ministres. A CES CAUSES & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons par notre présent Édit perpétuel & irrévocable dit, statué & ordonné, disons, statuons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Nous avons réuni & réunissons nos deux Conseils Supérieurs établis, l'un dans la ville du Port-au Prince, & l'autre dans celle du Cap de notre Ile de Saint-Domingue : en conséquence, à compter du jour de l'enregistrement du présent Édit, la justice cessera d'être rendue dans lesdits Conseils, pour ne plus l'être à l'avenir que dans un Conseil unique, qui sera connu sous le titre de Conseil Supérieur de Saint Domingue, & qui tiendra ses séances dans ladite ville du Port-au-Prince.

II.

Le Conseil Supérieur de Saint-Domingue sera composé du Gouverneur notre-Lieutenant-Général & de l'Intendant, premier Président, lequel, en cette qualité, remplira les mêmes fonctions & jouira des mêmes préémi-

nences & prérogatives que les premiers Présidents de nos autres Cours Souveraines; des trois Commandans en second des parties du nord, de l'ouest & du sud, d'un second Président, d'un Commissaire Général des Colonies, du Commandant particulier du Port-au-Prince, du plus ancien Commissaire des Colonies, de douze Conseillers, y compris le second Président, de quatre Assesseurs, par nous brevetés, lesquels auront voix délibératives, de quatre Assesseurs sur commission délivrée, pour deux ans seulement, par nos Gouverneur Lieutenant-Général & Intendant, lesquels n'auront que voix consultatives, excepté dans les cas marqués par les Lettres Patentes, en forme d'Edit, du mois d'Août mil sept cent quarante-deux, d'un Procureur-Général, de deux Substituts par nous brevetés, de deux autres Substituts sur commission pareillement délivrée pour deux ans, par nos Gouverneur Lieutenant-Général & Intendant, d'un Greffier en chef, & d'un premier Huissier Audiencier. Voulons que les Assesseurs & Substituts brevetés ne puissent être reçus audit Conseil qu'autant qu'ils seront gradués & qu'ils auront vingt-cinq ans accomplis, & que les Assesseurs & Substituts sur simple commission puissent y être admis à l'âge de vingt ans, sans qu'ils aient besoin d'autre dispense que la présente disposition, pourvu toutefois qu'ils soient gradués.

III.

La commission de second Président sera expédiée à l'un des Conseillers, & limitée à trois ans seule-

ment, à l'expiration des⁵quelles l'Officier qui en fera pourvu reprendra son rang de Conseiller, s'il ne lui est expédié une nouvelle commission de Président; ce qui aura lieu à chaque révolution de trois années.

I V.

Désirant de conserver aux Magistrats actuels des deux Conseils du Port-au-Prince & du Cap, qui nous ont servi avec zèle, l'état dont ils jouissent, nous voulons que tous les Conseillers des deux Conseils réunis, dont la liste nominative est attachée sous le contre-scel du présent Edit, continuent à nous servir en la même qualité dans le Conseil Supérieur de Saint-Domingue; en conséquence ils y prendront rang & séance en vertu de leurs anciennes provisions ou brevets & suivant la date de leur réception, à celui des deux Conseils réunis dans lequel ils servaient, sans qu'ils aient besoin de nouvelles provisions, brevets & réceptions, n'y de prêter nouveaux sermens, dont nous les dispensons.

V.

Il ne sera pourvu à aucunes places d'Assesseurs jusqu'à ce que, par mort, démission ou autrement, il n'y ait plus dans le Conseil que vingt Conseillers, & alors jusqu'à ce que ledit nombre des vingt Conseillers soit réduit au nombre de douze, fixé par l'article deux ci-dessus. Il sera pourvu sur chaque démission ou mort d'un desdits vingt Conseillers; d'abord aux places d'Assesseurs sur commission, & ensuite à celles d'Assesseurs

brevetés, pour que le nombre des places conservées ou créées par le présent Edit soit rempli, & le Conseil Supérieur de Saint-Domingue entièrement formé, suivant la disposition dudit article deux du présent Edit.

VI.

Les Substituts de nos Procureurs-Généraux, les Affesfeurs, actuellement existans dans les deux Conseils réunis, ne feront plus aucunes fonctions, à compter du jour de l'enregistrement du présent Edit, nous réservant de pourvoir à leur remplacement, s'il y a lieu, suivant la nature, le mérite & l'ancienneté de leurs services.

VII.

Le plus ancien de nos Procureurs-Généraux, dans les deux Conseils réunis, fera seul les fonctions de Procureur-Général dans le Conseil Supérieur de Saint-Domingue; en conséquence nous nous réservons de pourvoir, soit au remplacement, soit à l'indemnité de l'autre.

VIII.

Le plus ancien des deux Greffiers en chef & des deux premiers Huissiers Audienciers, actuellement servant aux deux Conseils, seront conservés dans l'exercice de leurs charges au Conseil Supérieur de Saint-Domingue; en conséquence, éteignons & supprimons les deux autres Offices, sauf l'indemnité de leurs titulaires actuels, laquelle leur sera payée par le Greffier

en Chef & premier Huissier Audiencier conservés, ainsi qu'il sera provisoirement réglé par nos Gouverneur Lieutenant-Général & Intendant, sauf notre confirmation.

I X.

Les Conseillers honoraires de chacun des deux Conseils réunis par le présent Edit, jouiront, au Conseil Supérieur de Saint-Domingue, de la même séance & & des mêmes prérogatives que celles qui leur ont été attribuées, & dont ils jouissaient ci-devant, dans l'un ou l'autre desdits deux Conseils.

X.

Le Conseil Supérieur de Saint-Domingue jugera Souverainement & en dernier ressort toutes les affaires dévolues aux deux Conseils réunis, & rendra la justice à nos sujets gratuitement & sans épices, nous réservant de pourvoir à l'indemnité de nos Officiers dudit Conseil sur les fonds particuliers que nous destignons à cet effet, sans nouvelle charge pour nos peuples.

X I.

Lorsque l'Intendant, premier Président, sera absent de la Colonie ou seulement du Conseil, le second Président & à son défaut le plus ancien Conseiller recueillera les voix, prononcera les Arrêts & distribuera les requêtes & procès, à moins qu'il n'y ait été autrement pourvu par un ordre émané de Nous.

X II.

Le Gouverneur notre Lieutenant-Général aura la

place d'honneur au Conseil Supérieur de Saint-Domingue, & siégera dans un fauteuil, lequel en son absence demeurera vacant, si ce n'est qu'il fût absent de la Colonie, auquel cas il sera occupé par celui qui le remplacera par intérim. A défaut cependant de Commandant en second ou de tout autre Officier qui aurait un ordre de Nous pour commander, le fauteuil demeurera vacant, & l'Officier au-dessous du grade de Commandant en second, qui se trouvera alors chargé de l'intérim, prendra sa séance à droite dudit fauteuil. A la droite du Gouverneur siégera l'Intendant, premier Président, & successivement à gauche & à droite siégeront les trois Commandans en second de la Colonie, le second Président, le Commissaire Général des Colonies, le Commandant Particulier du Port-au Prince, le plus ancien Commissaire des Colonies, & ensuite dans l'ordre de leur réception, les Conseillers & Assesseurs.

XIII.

Les Officiers du Conseil Supérieur de Saint-Domingue jouiront de tous les droits, privilèges, franchises, immunités, exemptions & prérogatives attribués à chacun des deux Conseils.

XIV.

Ordonnons à notre Intendant des Isles sous le Vent, de faire incessamment remettre au Greffe de notre Conseil Supérieur de Saint-Domingue toutes les minutes des Greffes des deux Conseils réunis, pour lesdites minutes y être déposées & placées suivant leur ordre
de

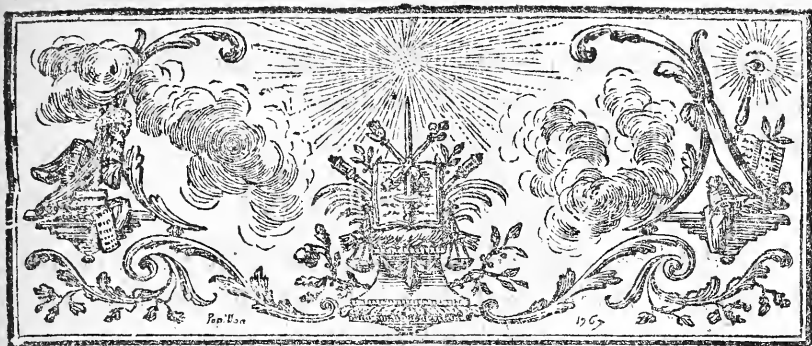
de dates. SI DONNONS EN MANDEMENT à nos amés & féaux les Gouverneur notre Lieutenant-Général, Intendant des Isles sous le Vent & Officiers de notre Conseil Supérieur de Saint-Domingue, qu'ils ayent à faire lire, publier & registrer notre présent Edit, & le contenu en icelui garder & observer suivant sa forme & teneur, nonobstant tous Edits, Déclarations, Ordonnances & Réglemens à ce contraires, auxquels il est expressement dérogé: CAR TEL EST NOTRE PLAISIR; en témoin de quoi & pour que ce soit chose ferme & stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné à Versailles, au mois de Janvier, l'an de grace mil sept cent quatre-vint-sept, & de notre règne le treizième. Signé, LOUIS, & plus bas, par le Roi. Signé, LE MARÉCHAL DE CASTRIES. Duement scelé, au-dessus duquel est écrit: Visa. Signé, HUE DE MIROMÉNIL.

Registré a été le présent Edit, au Greffe du Conseil Supérieur de Saint-Domingue, où & ce requérant le Procureur-Général du Roi, pour être executé selon sa forme & teneur, imprimé, lu, publié & affiché par-tout où besoin sera, & copies collationnées d'icelui, envoyées dans les Sénéchaussées & Amirautes du Ressort, pour y être pareillement registrées, lues, publiées & affichées à la diligence des Substituts dudit Procureur-Général, qui seront tenus d'en certifier la Cour au mois, conformément à l'Arrêt de ce jour. Au Port-au-Prince, en

10
Conseil, le onze Juin mil sept cent quatre-vingt-sept,
Signé, PRIEUR, Greffier en Chef.

Collaionné, PRIEUR, Greffier en Chef.



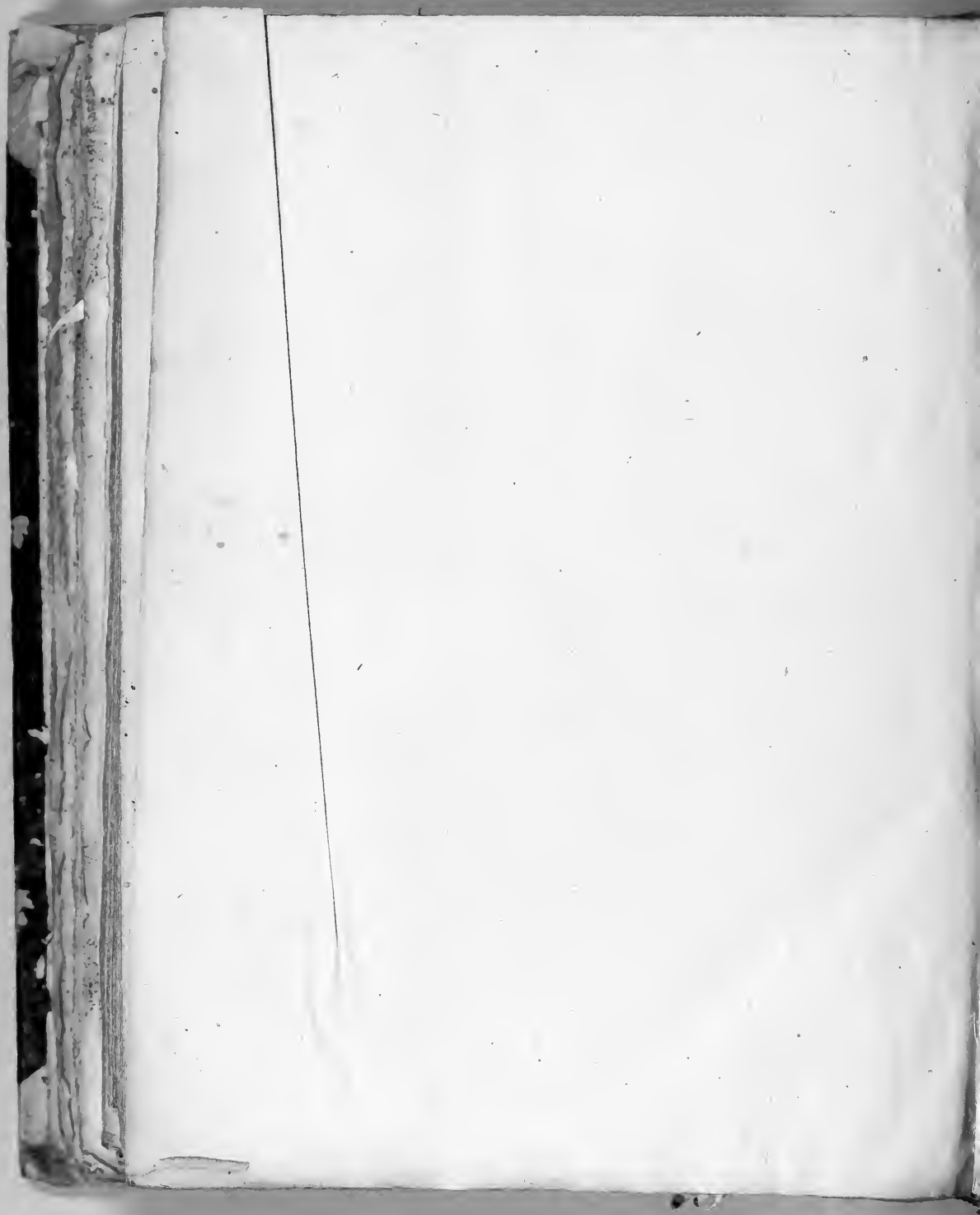
ORDONNANCE

Pour l'abréviation des formes de procéder dans les Sénéchaussées & Amiraautés.

Extrait des Registres du Conseil Supérieur de Saint-Domingue.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE, à tous présens & à venir: SALUT. Les motifs qui nous ont déterminé à prescrire, pour l'instruction & le jugement des affaires portées en notre Conseil Supérieur de Saint-Domingue, des règles qui tendissent à l'abréviation des procédures, nous ont également conduit à établir dans les Tribunaux inférieurs des formes correspondantes, qui puissent joindre à l'avantage d'établir une sorte d'uniformité dans toutes les opérations des Ministres de la justice, celui de procurer dans tous les Tribunaux la plus prompte expédition des affaires qui sont soumises à leur décision. A ces causes, & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre

Me. G * DUBOIS *



E149
T6.3m
H. 1.1
V. 1

